

PROJET DE MOTION

MOTION N°01.12.2019

OBJET : Mettre un terme aux reculs sociaux, stopper le recul de civilisation.

Le gouvernement a fait passer en plein cœur de l'été, la terrible loi de transformation de la fonction publique.

Aujourd'hui, il s'attaque aux retraites.

Concernant la fonction publique nous réaffirmons, de par notre expérience d'élus, qu'il ne fallait pas remettre en cause le statut des agents.

Il est le garant de l'indépendance des fonctionnaires, qu'ils soient d'Etat, hospitaliers ou territoriaux.

Nous sommes des élus de terrain, attachés à ce statut qui permet d'assurer les conditions essentielles garantissant partout des services publics de haut niveau.

Oui, nous réaffirmons que le service public, notamment territorial, est une clef de voûte, une épine dorsale indispensable pour la mise en œuvre au plus près des habitants, des valeurs fondamentales de la République.

Elles garantissent le dialogue et le service au quotidien, amortissent les inégalités, permettent l'accompagnement social. Le statut évite la rupture du service y compris lorsque s'opèrent des changements politiques.

Nous avons constaté que cette loi de démolition avait provoqué un débat, stigmatisant une nouvelle fois la fonction publique territoriale, concernée au premier chef dans le texte par la suppression des accords dérogatoires au temps de travail.

Aujourd'hui, avec les retraites, la démolition continue. Pas que pour les fonctionnaires. A chaque prise de connaissance du projet, à chaque chiffrage, on découvre qu'il n'y aura que des perdants, à l'exception des 1%- voire 0,1%- toujours gagnants.

Les élus du Conseil municipal de Septèmes-les-Vallons considèrent que la réforme proposée par le gouvernement aggrave la situation. Elle acte une baisse des ressources consécutives aux cadeaux fiscaux faits à un petit nombre, aux exonérations de cotisations.

La cotisation n'est pas une charge, c'est à la fois un salaire différé pour financer la retraite et un salaire différent qui finance la sécurité sociale.

Tout le monde serait perdant : tous les secteurs d'activités, du privé comme du public, les ouvriers comme les cadres, les femmes, les jeunes, les salariés affiliés au régime général comme ceux qui dépendent de régimes spéciaux et les non-salariés.

Nous ne sommes pas aveugles non-plus, il est un fait que cette réforme permettrait de satisfaire l'avidité des milieux financiers. Elle créerait les conditions du recul massif de la retraite par répartition au profit de la capitalisation, terrain de jeu des grands groupes financiers et bancaires.

Elle bloquerait les ressources affectées aux retraites publiques par répartition à 14 % du PIB, alors que les besoins de financement, liés à l'allongement de la durée de la vie et à l'augmentation du nombre de retraités, sont croissants.

Nous considérons que ce qui devrait être mis en œuvre, c'est bien la mobilisation des ressources, des richesses pour dégager les moyens financiers qui permettent de relever ce grand défi, tout en s'appuyant sur l'inventivité du mouvement social.

Ça n'est pas autrement que nous pourrions apporter des réponses à cet immense progrès de civilisation qu'est l'allongement de la durée de la vie, en bonne santé ou en moins bonne santé.

Nous demandons au gouvernement de prendre en compte sérieusement les propositions qu'expriment le mouvement social, les jeunes notamment qui se sentent prêts à continuer à construire un système par répartition, solidaire et digne de ce siècle.

Nous ne voulons pas d'une réforme qui n'est en réalité qu'une machine à remonter le temps, une machine à faire repasser les générations futures sous le seuil de pauvreté après une vie de travail.

La généralisation d'activités faiblement rémunérées après l'âge de la retraite n'est que très rarement une liberté. Elle est presque toujours une servitude pour survivre ou aider ses enfants chômeurs.

Nous disons que : « vivre plus longtemps est une chance pour chacune et chacun d'entre nous et pour la société toute entière ». C'est en cela que nous sommes tous concernés.

Oui, nous sommes les mieux placés pour témoigner que dans le quotidien de la vie de la commune, le dynamisme des associations est souvent le fait d'un engagement sans faille des retraités.

Notre expérience d'élu(e)s nous permet aussi d'affirmer haut et fort, que le rôle actif que jouent les retraités auprès des enfants, des jeunes en formation ou des jeunes précaires est irremplaçable.

Aussi, nous demandons le retrait de cette réforme.

- Nous proposons que soit mise en chantier, sur le champ, une réforme progressiste des retraites.
- Nous ne défendons pas l'immobilisme et le statu-quo.
- Nous sommes même pour de nouveaux droits ; ce qui pour les communes suppose d'arrêter de les ponctionner.
- Nous défendons des valeurs fondamentales et un niveau de ressources digne.
- Nous combattons la financiarisation de la protection sociale.
- Nous sommes devant un « choix de civilisation ». Faisons vivre les valeurs de solidarité entre les générations et de progrès social pour toutes et tous.

Nous constatons que les Septémoises et les Septémois prennent une part active aux mouvements de rejet de cette loi. Elles et ils se mobilisent très largement.

Nous tenions à vous faire savoir que nous sommes à leurs côtés pour refuser ce recul de civilisation qu'est la réforme des retraites.